

se passe ici au Parlement. De notre comportement et de la façon d'assumer nos responsabilités dépendent étroitement l'emploi, le coût de la vie et le niveau d'existence de tous les Canadiens.

A mon sens il importe, monsieur l'Orateur, au cours de cette session, de prendre les mesures fiscales nécessaires pour préserver la confiance envers l'économie canadienne et le dollar canadien. Si nous ajournons ou prorrogeons cette session ou si nous nous rendons au désir du chef de l'opposition et du chef du Nouveau parti démocratique de dissoudre le Parlement, sans prendre les dispositions pour recueillir les fonds supplémentaires servant à payer nos comptes de la prochaine année financière, les conséquences risquent d'être graves.

Examinons ce qui se passe dans le monde entier. La dévaluation de la livre provoque encore des remous sur les marchés financiers mondiaux.

**Le très hon. M. Pearson:** Et c'est supposé être de notre faute.

● (3.50 p.m.)

**L'hon. M. Sharp:** Les États-Unis doivent prendre les mesures les plus extraordinaires, et le chef du Nouveau parti démocratique a parlé de certaines d'entre elles aujourd'hui. Pourquoi ces mesures? Pour nous contrarier? Du tout. A cause de l'hémorragie de leur réserve-or. On s'attaque à la nation la plus puissante et la plus importante de toutes, et nous sommes ses voisins immédiats. C'est dans le monde entier que les taux d'intérêt ont atteint un sommet et non pas seulement au Canada. Les marchés financiers internationaux n'ont jamais été aussi troublés et aussi nerveux depuis les années vingt. Malgré ces circonstances, le chef de l'opposition et celui du Nouveau parti démocratique veulent plonger le Canada dans une élection. Le Parlement ne pourrait commettre d'acte plus irréfléchi.

Dans les mesures financières que j'ai proposées à la Chambre le 30 novembre, il y avait une restriction de nos dépenses et une imposition supplémentaire destinées à équilibrer approximativement le budget pendant la prochaine année financière. Les prévisions budgétaires présentées par mon collègue, le président du Conseil du Trésor (M. Benson), démontrent que le gouvernement est résolu à vivre selon ses moyens. Certaines des propositions fiscales, dans le domaine des droits et

taxes d'accise, ont été approuvées par la Chambre, et le Sénat en est actuellement saisi.

Lundi dernier, on a rejeté, en troisième lecture le bill de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement accepte cette décision, quelles qu'aient pu être les circonstances du vote. Il proposera à la Chambre de nouvelles mesures financières. Il est essentiel que nos propositions soient de nature à financer nos dépenses sans contribuer à l'inflation, et à diminuer les pressions sur le marché des capitaux. C'est la seule solution responsable qui s'offre à un gouvernement, et je demande instamment au Parlement d'accepter cette responsabilité.

Pour conclure, je propose que nous abandonnions nos poses et nos chamailleries de partis politiques. (*Exclamations*) Sinon, nous mériterons certainement les reproches du peuple qui nous a élus. Or, je préfère écouter la voix du peuple. . . (*Applaudissements*)

Je préfère la voix du peuple à celle d'Oliver Cromwell qui a été cité par le chef de l'opposition et par le chef du Nouveau parti démocratique. Or, que dit aujourd'hui le peuple? Il nous dit de nous mettre au travail. (*Applaudissements*)

**M. G. W. Baldwin (Peace-River):** Nous avons tous écouté avec grand intérêt le discours que vient de prononcer, ou de déclamer, le ministre des Finances (M. Sharp). Il a commencé en disant qu'il était incrédule. Nous le savions déjà. Le ministre des Finances a toujours été incrédule et aujourd'hui il a même été incroyable si l'on considère le discours qu'il vient de faire.

Il nous a dit que le monde s'intéresse de près à l'évolution de l'économie canadienne. Je lui donne raison. Je reviens tout juste d'un voyage à l'étranger et je puis confirmer cela. Le monde regarde aussi avec indignation et étonnement le spectacle grand-guignolesque que nous donne une troupe qui se déguise sous le masque du gouvernement canadien.

L'honorable représentant s'est montré humble et modeste dans son discours. C'est normal, son gouvernement a tant de raisons de l'être. Il prétend que la seule conclusion raisonnable à tirer du discours du chef de notre parti est l'exigence d'une élection. Je m'inscris en faux. Si le ministre avait écouté attentivement, s'il avait lu ce qu'on a dit dans les journaux et les comptes rendus de nos discussions, il se serait rendu compte que rien n'indique que le parti conservateur exige une élection.